



Communiqué de presse, 10 octobre 2017

Comment éviter un échec des Etats Généraux de l'Alimentation ?

Les 50 organisations de la plateforme « pour une transition agricole et alimentaire » exposent les conditions nécessaires à la poursuite d'un dialogue constructif

Alors que le Président Macron s'apprête à s'exprimer sur sa vision et ses attentes pour les Etats généraux de l'alimentation, les membres de la plateforme pour une transition agricole et alimentaire s'inquiètent de la direction qu'ils prennent, tant dans leur format que sur le fond des sujets. Soucieux d'œuvrer pour que les Etats généraux de l'alimentation soient un succès, les 50 organisations réunies appellent de nouveau le gouvernement à faire de cet espace de concertation un véritable processus de co-construction des solutions pour la transition agro-écologique et alimentaire de nos territoires.

4 demandes pour renouer le dialogue

Demande 1 : Des Etats généraux de l'alimentation transparents et participatifs pour des résultats co-construits et des engagements des parties prenantes et de l'état.

Les membres de la plateforme « une transition agricole et alimentaire » sont aujourd'hui critiques sur la façon dont sont menés ces Etats généraux de l'alimentation. Leur déroulement ne permet pas suffisamment à la société civile de se faire entendre, de trouver sa place. Peu de sièges ont été accordés aux associations au sein des 14 ateliers. De plus, la partialité des présidents de certains ateliers entraîne une différence de traitement des prises de parole des associations et celles des acteurs professionnels ou des premières conclusions qui ne reflètent pas la teneur des échanges de la concertation.

Surtout, il n'y a toujours pas de visibilité sur les objectifs et les méthodologies des différents ateliers : ce qui met en péril la possibilité que ces Etats généraux aboutissent à un résultat

concret. L'absence d'objectifs clairs et ambitieux que nous appelons de nos vœux depuis le début met en doute la crédibilité même du processus.

Nous demandons à ce que les Etats généraux ne soient pas un salon de thé où l'on essaye de promouvoir un statu-quo, sans aucune volonté de changement de modèle. Ils doivent répondre véritablement aux attentes de notre société et aux enjeux environnementaux, climatiques et économiques.

Pour cela, nous souhaitons l'organisation d'une phase de négociation politique engageante pour l'ensemble des parties prenantes afin de lancer la transition de notre modèle alimentaire et de mettre chacun des acteurs en face de ses responsabilités.

Selon nos organisations, ce dialogue doit ainsi mener, au-delà d'un agenda des solutions, à un document cadre présentant des engagements précis et des financements associés. Ce travail doit définir la feuille de route du gouvernement sur les thématiques abordées et être mise en œuvre par l'ensemble des ministères concernés.

Demande 2: Le courage politique d'acter que tous les modèles agricoles ne se valent pas et que la transition agro-écologique est nécessaire.

Le message « tous les modèles agricoles ont leur place et doivent être aidés » ne peut plus être d'actualité si l'on veut une vraie transition de nos modèles agricoles. Le Président de la république assurait il y a quelques mois : "Pour moi, il n'y a pas un modèle agricole, c'est un faux débat (...) il y aura toujours plusieurs agricultures, il y aura toujours une agriculture intensive qui exporte à côté d'une agriculture qui cherche la différenciation par les AOC ou par la qualité". Pourtant, si l'on veut qu'une réelle transition agro-écologique soit engagée pour la société dans son ensemble, permettant de résoudre les enjeux liés à la santé, à l'environnement, à l'emploi et à la rémunération des agriculteurs, il est nécessaire de faire des choix dans les financements, l'enseignement agricole, les priorités de la recherche. Les Etats généraux de l'alimentation doivent être l'occasion d'accompagner l'ensemble des agriculteurs vers une transition agro-écologique qui favorise une alimentation durable, et assure la résilience de nos agricultures face aux changements climatiques.

Nous demandons à ce que le gouvernement fasse le choix d'une orientation claire et pose les bases d'une nouvelle gouvernance agricole et alimentaire en France qui tienne compte des attentes des consommateurs et des besoins des agriculteurs. Il est nécessaire que l'Etat s'engage à soutenir nos agricultures dans la transition et donner aux agriculteurs la visibilité nécessaire pour s'y engager.

Demande 3 : Nécessité d'une vision globale du changement de modèle grâce à une diversité de solutions et des engagements de l'ensemble des acteurs

Il y a urgence à faire évoluer notre système alimentaire. Sa mondialisation et son agro-industrialisation ont certes permis, d'une part, aux producteurs, transformateurs et distributeurs d'obtenir des progrès en termes de productivité et, d'autre part, pour les consommateurs, de bénéficier d'une baisse importante du coût de leur alimentation et d'un accès aux aliments plus facile. Cependant, ce système produit des impacts négatifs colossaux pour la société : contribution au dérèglement climatique, perte des emplois agricoles et paupérisation des agriculteurs, disparition de la biodiversité, contribution à l'épidémie des maladies chroniques (cancers, diabète ou obésité), etc. La transition écologique, sanitaire et sociale de notre système agricole et alimentaire se pose donc comme une nouvelle étape indispensable et bénéfique pour tous.

Pour nous cette transition repose en particulier sur deux évolutions principales :

- Une relocalisation, progressive et significative, des systèmes alimentaires, moteur d'une relance des économies territoriales,

- Une systématisation des bonnes pratiques environnementales, sociales et sanitaires.

Il ne s'agit pas dans ces différents domaines d'ajustements à la marge ! La transition c'est l'accompagnement de la profonde transformation des processus de production, de transformation, de distribution et de consommation des aliments à laquelle une recherche largement réorientée, est appelée à contribuer.

Cette transition est déjà en cours. Son émergence repose sur des initiatives locales et internationales de très nombreux acteurs des chaînes de production et de consommation, sur des mesures ciblées de collectivités territoriales et sur des dynamiques territoriales. Nous souhaitons que les Etats généraux prennent acte de ces initiatives et permettent d'engager leur nécessaire massification. Les Etats généraux doivent déboucher sur la mise en place de politiques publiques ambitieuses et cohérentes permettant de créer un environnement économique, culturel et réglementaire favorable à une transition agricole et alimentaire à grande échelle.

Demande 4 : Une cohérence des politiques publiques actuelles liées à l'agriculture, l'alimentation, l'environnement, la santé et les échanges commerciaux et l'impossibilité d'entrée en vigueur de nouvelles mesures liées aux discussions en cours dans les Etats généraux de l'alimentation jusqu'à la fin du processus.

La cohérence des politiques est essentielle pour la bonne réalisation de leurs objectifs. Or, de nombreuses politiques peuvent avoir des implications sur l'alimentation et l'agriculture,

et notamment les politiques d'investissements, les politiques commerciales, ainsi que les politiques énergétiques et climatiques. Ceci est particulièrement flagrant sur les questions de lutte contre la faim et de développement international. Il est donc indispensable que ces politiques soient mises en cohérence avec l'objectif commun d'atteindre une alimentation saine et durable pour tous.

Le gouvernement a récemment pris un ensemble de décisions qui viennent à rebours des attentes de la société, alors qu'ont lieu au même moment les Etats généraux de l'alimentation.

Nous nous interrogeons : est-il cohérent de prendre des décisions en matière d'alimentation avant même que le processus de décision de ces Etats Généraux de l'alimentation n'ait abouti ? Pouvons-nous par exemple accepter la mise en application du CETA alors qu'il menace notre agriculture et que les risques de cet accord pour notre alimentation, notre santé et bien d'autres enjeux sont largement documentés (harmonisation par le bas et effet de paralysie des normes, absence de garantie du principe de précaution, etc.) ? Pouvons-nous accepter que les aides au maintien à la bio soient supprimées alors que l'on recherche une transition agricole ? Nous pointons du doigt l'incohérence des politiques en cours.

De telles prises de décision unilatérales sapent la confiance des participants aux Etats généraux, confiance pourtant bien utile pour sensibiliser l'opinion publique aux grands enjeux de société liés à la réforme du système agricole et alimentaire français.

La plateforme pour une transition agricole et alimentaire



A l'annonce de la tenue d'Etats généraux de l'alimentation, une plateforme citoyenne pour une transition agricole et alimentaire s'est constituée. Elle rassemble plus d'une cinquantaine d'organisations de la société civile : acteurs économiques venant du monde agricole, de la pêche ou du commerce équitable, acteurs scientifiques, acteurs citoyens issus de la consommation responsable, de l'action sociale, de la santé humaine, du bien-être animal, de la protection de l'environnement et du climat, du monde étudiant et de la solidarité internationale.

Action contre la Faim / ActionAid France / Agir Pour l'Environnement / Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières / Amis de la Terre France / Association française des Diététiciens Nutritionnistes / Association Max Havelaar France / Attac France / BLOOM / CCFD-Terre Solidaire / CIWF France / CMR (Chrétiens dans le Monde Rural) / Comité français pour la solidarité internationale / Confédération paysanne / Coordination SUD / CRID / Criigen / Eau et Rivières de Bretagne / Fédération Artisans du Monde / Fédération des Associations pour le Développement de l'Emploi Agricole et Rural (FADEAR) / Fédération Nationale d'Agriculture Biologique / Fermes d'Avenir / Filière Paysanne / Fondation pour la Nature et l'Homme / France Nature Environnement / Générations Futures / Greenpeace France / Ingénieurs Sans Frontières AgriSTA (Agricultures et Souveraineté Alimentaire) / IUFN (International Urban Food Network) / Miramap (Mouvement interrégional des AMAP) / Mouvement de l'Agriculture Bio-Dynamique / Nature et Progrès / OGM dangers / Oxfam France / Plate-Forme pour le Commerce Équitable / Plateforme pour une petite pêche / REFEDD (REseau Français des Etudiants pour le Développement Durable) / RENETA (Réseau National des Espaces-Test Agricoles) / Réseau Action Climat / Réseau CIVAM / Réseau Cocagne / Réseau Environnement Santé / RESOLIS / Secours Catholique - Caritas France / SOL / Syndicat National d'Apiculture / Terre & Humanisme / Terre de Liens / Union Nationale de l'Apiculture Française / WECF France / WWF Franc